

La révolution syrienne a un an

dimanche 18 mars 2012, par [NAISSE Ghayath](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mars 2012).

L'armée syrienne a investi le quartier de Baba Amro à Homs le 1^{er} mars après un mois d'encerclement et de bombardements. La résistance de la population ne s'est pas fait attendre, partout dans le pays.

L'oligarchie au pouvoir a présenté la destruction de Baba Amro comme une grande victoire contre « les terroristes ». De son côté, le colonel déserteur Riad Al Assad, réfugié en Turquie, a parlé au nom de l'Armée syrienne libre d'une « retraite tactique ». Les deux parties mentaient.

En effet, il n'y a pas de quoi être fier d'écraser une population assiégée et bombardée depuis un mois, défendue par quelques centaines d'hommes légèrement armés. La riposte des masses révoltées ne s'est pas fait attendre : le lendemain de la chute de Homs, la Syrie a connu 619 points de départ de manifestations civiles.

Le « commandant » exilé en Turquie a lui aussi menti, car la chute de Homs est une défaite. La retraite n'était ni tactique ni organisée par ses soins. Cela pose la question de la nécessaire unification des groupes de soldats déserteurs et des civils armés sous un seul commandement militaire soumis à une direction politique des coordinations révolutionnaires de terrain. Ils ne doivent plus être liés à un « commandant » virtuel isolé en Turquie ou au Conseil national syrien (CNS) en exil qui a misé jusqu'à la frustration sur une hypothétique intervention militaire extérieure, en l'absence de toute stratégie de changement, sinon celle consistant à suivre les demandes de ses tuteurs (Qatar, Turquie, Arabie saoudite et France). Les « tuteurs » du CNS n'ont pas tous les mêmes approches. Le Qatar et l'Arabie Saoudite font pression pour armer « l'opposition », à savoir les fractions dures et djihadistes de la mouvance intégriste ; alors que la France, la Turquie et les États-Unis considèrent ces mouvances dangereuses pour la stabilité de la région et la sécurité de l'État d'Israël, et préfèrent affaiblir la Syrie, société et État, en encourageant « une transition organisée », c'est-à-dire un changement au sein du régime lui-même.

Le régime dictatorial ne s'est cependant pas effondré. La défection politique en son sein est quasiment inexistante et la désertion des militaires reste très limitée. Qui sont les piliers de ce régime, en dehors de son armée, de ses multiples services de sécurité et de quelques partis acolytes ?

La contestation est faible dans les deux grandes villes du pays, Damas et Alep, où vit un peu moins de la moitié de la population. La dictature y concentre ses forces de répression, mais ce calme est également dû à la concentration de la bourgeoisie « privée », qui soutient le régime. Les cas qui nous ont été rapportés de soutien financier de riches (cherchant à se racheter une conscience) aux révolutionnaires restent anecdotiques. Le « contrat » de cette bourgeoisie organiquement liée au pouvoir et à la dictature était et demeure : laissez-nous gouverner, nous vous laissons vous enrichir sans limites.

Le 29 février, une délégation du pouvoir a rencontré les représentants de la bourgeoisie Aleppine pour répondre à ses demandes de sécurité et de prospérité. Deux jours plus tard, la dictature a

décidé de créer une commission de politique économique comprenant les représentants de cette bourgeoisie qui participe par ailleurs au financement de milices fascistes pro-régime et à l'encadrement socio-économique de la population.

La classe moyenne a connu une descente aux enfers dans la dernière décennie à cause des politiques néolibérales appliquées implacablement. Une partie a pris position pour la révolution, en particulier les couches inférieures et exclues, et l'autre est restée indécise ou pro-régime, soit parce que, pour la plupart, leur patron est l'État lui-même, soit de leurs craintes de l'incertitude ou du changement.

Depuis 1970, la dictature des Assad a encouragé les institutions religieuses islamiques et chrétiennes à laisser se développer des courants apolitiques sinon fidèles au pouvoir et rtivement hostiles aux Frères musulmans. De 1970 à 2000, environ 12 000 mosquées ont été construites par des institutions religieuses officielles et 1 400 instituts Assad pour apprendre le Coran ont été inaugurés.

La hiérarchie religieuse islamique (sunnite, chiite et druze) a pris position pour le régime.

Les Églises (orientale, occidentale et anglicane) ont fait une déclaration commune en faveur du pouvoir. Le patriarche maronite Alra'ai a affirmé son soutien à maintes reprises. Idem pour les hiérarchies chiite et druze. Cela n'a pas empêché des religieux de base de rallier la révolte, mais n'efface pas le rôle négatif et contre-révolutionnaire de leurs hiérarchies.

La révolte populaire affronte la contre-révolution (la dictature, ses alliés intérieurs et extérieurs et les pays réactionnaires arabes et ses alliés) et doit répondre à la question de la résistance armée croissante, en l'intégrant dans la stratégie révolutionnaire des masses.

L'organisation des masses par le bas doit articuler les deux niveaux. Ces formations d'en bas devront être élues démocratiquement et assumer à la fois un rôle d'organisation des luttes pacifiques, d'autodéfense et de gestion de la vie quotidienne des masses révoltées. En d'autres termes, il faut aider à créer les conditions de formation du contre-pouvoir. Toutes les forces de la gauche révolutionnaire syrienne sont appelées à s'y engager.

Ghayath Naisse

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 139 (08/03/12).